

## Y a-t-il des moyens d'empêcher des génocides ?

Réflexions personnelles, par Benjamin LISAN, le 06/04/2021

### 1 Aurait-on pu empêcher le génocide rwandais ?

Bonjour, Hier soir, J'ai regardé, sur France 5, le documentaire "*Retour à Kigali. Une affaire française*" de Jean-Christophe Klotz (Les Films du Poisson, France, 2019, 75 minutes (°) (°)).

#### 1.1 Qui a organisé l'attentat contre Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, et Cyprien Ntaryamira, président du Burundi et pourquoi ?

En regardant ce film qui met en accusation la France, voire le gouvernement Mitterrand (voire le gouvernement Balladur), je me suis demandé comment la France a pu soutenir, avec une constance confondante, Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, tué dans un attentat où Cyprien Ntaryamira, président du Burundi, a été aussi tué, attentat perpétré, le 6 avril 1994, au-dessus de l'aéroport de Kigali par le tir d'un missile contre le Falcon 50 présidentiel qui transporte les deux hommes d'État, puis le gouvernement hutu extrémiste qui a succédé à celui de Juvénal Habyarimana.

Attentat jamais élucidé, mis sur le compte :

1) des ennemis de Habyarimana, c'est à dire de la guérilla tutsie, le Front Patriotique Rwandais (FPR), accusant Paul Kagamé d'être derrière cet attentat. Thèse jugée probable et soutenue par 1) Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée, à l'époque, qui défend l'idée que la France n'a pas participé au génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, par certains universitaires français et belges comme 2) Filip Reyntjens<sup>20</sup>, 3) Claudine Vidal, 4) André Guichaoua et 5) Bernard Lugan. Selon cette hypothèse, un petit commando du FPR, le "Network commando", aurait réussi à s'infiltrer derrière les lignes de l'armée gouvernementale au pied de la colline de Masaka, en face du camp militaire de Kanombe, qui se trouve à l'est de l'aéroport. Ce commando aurait été équipé de deux missiles SAM 16 de provenance soviétique via l'Ouganda, base arrière du FPR, et dont les numéros de série sont connus. Il aurait tiré sur l'avion en phase d'atterrissage, puis abandonné les lance-missiles qui auraient été retrouvés par l'armée rwandaise à Masaka. Le commando n'a pas été intercepté après les tirs. Le FPR et le président Paul Kagamé ont toujours nié toute implication dans l'attentat.

Selon une enquête militaire française, rendue sur place (mais peu approfondie) : « Les auteurs de l'attentat ont utilisé des SA 16 de fabrication soviétique (d'après les débris de missiles retrouvés sur les lieux de l'attentat). Cette arme est en dotation dans l'armée ougandaise et au FPR ».

2) des extrémistes hutu groupés dans le MRND, le "Hutu Power" et la CDR.

Les éléments qui plaident pour cette hypothèse sont le coup d'État effectué de fait après l'attentat par le colonel Théoneste Bagosora, principal responsable du génocide. Selon cette thèse le mobile de l'attentat serait le désaccord profond et connu de Théoneste Bagosora et des extrémistes hutu groupés dans le MRND, le "Hutu Power" et la CDR avec le président Habyarimana, signataire des accords d'Arusha. Les extrémistes refusaient que le Rwanda soit « bradé au FPR », ce qui signifiait pour eux le retour au pouvoir des Tutsi, que la révolution hutu commencée en 1959 avait chassés.

Contre l'hypothèse qui accuserait des extrémistes hutus, on a fait valoir que ces extrémistes n'auraient pu tuer leurs chefs, et notamment le chef de l'État, le chef d'état-major des Forces Armées Rwandaises, et un dirigeant de la garde présidentielle.

Son épouse, Agathe Kanziga, est souvent considérée comme la véritable patronne de l'Akazu, accusation qu'elle nie. L'Akazu est un cercle politique et financier composé d'extrémistes hutu qui s'était constitué autour d'elle. On souligne son rôle présumé dans le génocide des Tutsi en 1994.

Mais peut-on la croire impliquée dans l'attentat qui a tué son propre mari ?

Par contre, cet attentat a été l'étincelle qui a déclenché le génocide (qui semble avoir été tramé, mis en place secrètement durant au moins 6 mois, avant l'attentat).

## 1.2 Situation politique et militaire à la veille du génocide

Le 1<sup>er</sup> octobre 1990, les rebelles du [FPR](#) de [Paul Kagame](#) franchissent les frontières de l'[Ouganda](#) et déclenchent ainsi la [guerre civile rwandaise](#), parvenant à 80 km de Kigali. Les [Forces armées rwandaises](#) (FAR) tentent de s'opposer à cette avancée.

Le 4 octobre 1990, la France met en place l'opération militaire [Noroît](#) et la Belgique l'[opération Green Beam](#) afin d'envoyer des troupes et d'évacuer les ressortissants de chaque pays. Le Zaïre participe également avec l'envoi de 3 000 hommes<sup>40</sup>. Cette guerre civile s'accompagne d'exactions faisant de nombreuses victimes dans les deux camps<sup>41</sup>.

De 1990 à 1993 les FAR sont formées et réorganisées par l'armée française, pour contrer les attaques du FPR. De leur côté les responsables du FPR se sont appuyés sur l'armée ougandaise, dans laquelle certains étaient officiers depuis que le président [Yoweri Museveni](#) avait conquis le pouvoir en [Ouganda](#).

En 1991, [le président Habyarimana](#) est contraint de renoncer au monopole exercé par son parti. Plusieurs mouvements rivaux entrent en compétition, dont plusieurs créent des organisations de jeunesse aux actions parfois violentes. Tel est le cas des [Interahamwe](#), milice du président Habyarimana. Les crimes commis par cette milice ou par d'autres groupes avant 1994 restent impunis, ce qui contribue au développement d'un sentiment d'impunité dans la période qui précède le génocide<sup>42</sup>. Début 1993, la [FIDH](#) dénonce dans un rapport<sup>43</sup> les escadrons de la mort en lien avec le président Habyarimana, sa femme et les ultras du régime.

En 1992 et 1993, des négociations, soutenues par la France, sont menées entre le [FPR](#) et le gouvernement rwandais afin d'aboutir aux [accords d'Arusha](#), signés en août, et dont on pouvait penser qu'ils contribueraient à apaiser la situation. Mais le parti présidentiel, le [MRND](#), est hostile à ces négociations. En février 1993, la rupture du cessez-le-feu par le FPR pendant deux semaines avait contribué à affaiblir les partisans de la négociation.

## 1.3 Le rôle de Radio Mille collines dans le génocide

Les Hutus radicaux se regroupent autour de la [Radio des Mille Collines](#), qui appelle à l'élimination des Tutsis, et du mouvement [Hutu Power](#). Cette radicalisation est renforcée en octobre 1993 par l'assassinat au [Burundi](#) du président Hutu récemment élu [Melchior Ndadaye](#) par des militaires tutsis, ce qui déclenche une guerre civile au Burundi, entraînant un flot de réfugiés aussi bien Hutus que Tutsis au sud du Rwanda.

Cependant, une force de maintien de la paix, la [MINUAR](#), est envoyée au Rwanda pour s'assurer de l'application des accords d'Arusha.

La propagande, diffusée par les journaux ou la radio [RTLM](#), a été un élément important de conditionnement des esprits qui a favorisé le génocide. Elle s'appuie sur l'hypothèse, héritée du [colonialisme](#), d'une différence [raciale](#) entre Hutus et Tutsis et enseignée dans les écoles. Les Tutsis y sont présentés comme des envahisseurs étrangers. Elle assimile les Tutsis de l'intérieur du Rwanda aux Tutsis de l'extérieur et à des agents du [FPR](#). Elle évoque une infiltration des Tutsis dans les rouages de l'État ou de l'économie. Elle tente d'unifier tous les Hutus, en essayant de convaincre les Hutus du Sud, discriminés par rapport aux Hutus du Nord qui est la région d'origine du Président, que cette discrimination est due aux Tutsis. Elle fait passer pour des traîtres les Hutus qui ne s'opposent pas aux Tutsis ou qui commercent ou se marient avec eux. Elle présente l'offensive du FPR d'octobre 1990 comme une tentative de restauration de la monarchie et d'un asservissement des Hutus, voire de leur extermination. Elle suggère un complot entre tous les Tutsis de la région (Rwanda, Ouganda, Burundi, [Zaïre](#)) dans le but de créer un État tutsi. La revue *Kangura* qui porte une part importante de cette propagande commence à paraître en 1990. En décembre 1990, le numéro 6 de cette revue publie notamment en page 8 et en [français](#) *les 10 commandements du Bahutu*, désignant explicitement les Tutsis, en tant que groupe, comme des ennemis. La RTLM commence sa diffusion en 1993. Certains discours politiques appelaient directement au meurtre tel le discours de [Léon Mugesera](#) en novembre 1992.

Si l'on avait pu faire taire cette radio, avant même que la diplomate américaine le demande, en vain, alors beaucoup de vie auraient pu être épargnées, car cette radio a énormément mobilisé ceux qui devaient participer au génocide ... ainsi que leurs feuille ou tracts interdisant mariage, concession, attribution d'emplois aux opposants désignés ...

En 1994, et ce depuis quelques années, une campagne médiatique stigmatisait les Tutsis, en particulier au travers d'une radio, la RTLM, ou [radio des Mille Collines](#), créée le [8 juillet 1993](#) par [Félicien Kabuga](#) puis surnommée « *radio machette* ». Durant l'[opération Turquoise](#), intervention française sous mandat de l'[ONU](#), ayant pour mandat de protéger les populations dans une Zone humanitaire sûre (ZHS) délimitée dans le sud-ouest du Rwanda, la Radio Télévision des Mille Collines s'y transporte et continue d'émettre. Elle cessa d'émettre le 31 juillet 1994 à la fin du génocide.

Les diatribes, sur Radio mille collines, étaient en langue vernaculaire. Or les Français, les étrangers, L'armée et les autorités françaises, en général, ne comprenaient pas ce qu'il s'y disait. Ces autorités n'ont pas cru le général (?), qu'elles ont viré, lorsqu'il leur a rapporté qu'un officier de gendarmerie hutu disait qu'ils étaient prêts à tuer 5000 tutsi en 20 mn ...

#### 1.4 Les lanceurs d'alerte et le fait qu'ils n'ont pas été entendus

Les documents des archives de la [présidence de la République française](#) font apparaître que les autorités françaises ont été régulièrement informées dans les années 1990 à 1994 des risques de massacres des Tutsis de grande ampleur et de l'intention des chefs d'état-major d'exterminer les Tutsis. À partir d'octobre 1990, date de l'offensive du [FPR](#) contre le gouvernement de Kigali, la situation des Tutsis au Rwanda est devenue plus difficile, et les autorités et l'[armée françaises](#) étaient conscientes du risque de génocide comme en témoigne, dans le télégramme du 24 octobre 1990 de l'ambassadeur de France au Rwanda, l'analyse du [colonel Galinié](#) selon laquelle le rétablissement d'un pouvoir tutsi au nord-est du pays entraînerait selon toute vraisemblance « *l'élimination physique à l'intérieur du pays des Tutsis, 500 000 à 700 000 personnes, par les Hutus [...]* ». Le [général Varret](#), de l'armée française, a rapporté aux députés français avoir entendu en 1990 du principal responsable de la gendarmerie rwandaise l'explication suivante à propos des Tutsis : « *ils sont très peu nombreux, nous allons les liquider* ».

À la suite des [accords d'Arusha](#), un gouvernement de transition est mis en place en 1993, mais la partie la plus extrémiste du pouvoir s'oppose à ces accords. Dans la chronologie des notes et télex échangés entre les autorités françaises et ses représentants au Rwanda, on peut relever le télégramme envoyé par l'ambassadeur français le 12 janvier 1994, qui parle des renseignements transmis par un informateur du représentant des Nations unies faisant état d'un « *plan de déstabilisation radicale du pays* », passant par des troubles provoqués afin de susciter des réactions et l'élimination des Tutsis de Kigali, et d'exterminer mille d'entre eux dès la première heure. Ce télégramme fait suite au câble chiffré envoyé par le général [Dallaire](#), commandant la [MINUAR](#), au Secrétaire général de l'ONU, le 11 janvier 1994, indiquant que des listes de Tutsis auraient été dressées.

Pourquoi, malgré le peu d'observateurs sur place, les lanceurs d'alertes n'ont jamais été entendus, y compris par Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies, à l'époque ?

D'où vient, à l'époque, l'impuissance de l'ONU et son silence face au massacre en cours ?

D'où vient le refus d'une réunion du conseil de sécurité sur le Rwanda, le refus de toute intervention militaire, refusée par Clinton ?

Est-ce lié à la désinformation hutu qui présentait ce génocide comme une guerre civile entre hutus et forces tutsi du FPR ? ou au rôle de la France, disant qu'elle arriverait à maintenir les accords d'Arusha ?

#### 1.5 Y a-t-il une préparation planifiée du génocide ?

La plupart des auteurs estiment que le génocide a pu être commis avec une telle rapidité parce que dans les années précédentes s'étaient mis en place à la fois un conditionnement des esprits et un encadrement serré du pays.

Depuis 1959, une série de massacres (« *Toussaint rwandaise* ») dirigés contre les [Tutsi](#) s'était déjà déroulée. Des massacres à caractère génocidaire furent dénoncés comme tels en 1993, comme les massacres des [Bagogwe](#) exécutés entre [1991](#) et [1992](#) durant la [guerre civile rwandaise](#).

Selon plusieurs historiens, [Jean-Pierre Chrétien](#), [Gérard Prunier](#), Claudine Vidal, des journalistes comme [Colette Braeckman](#), [Laure de Vulpian](#), [Linda Melvern](#), journaliste d'investigation anglaise, ou le professeur de droit [Filip Reyntjens](#), il y avait un projet génocidaire datant de plusieurs années, et finalement exécuté par les extrémistes hutus de l'entourage du président [Juvénal Habyarimana](#), constituant aussitôt après sa mort un [gouvernement intérimaire](#) sous l'instigation du colonel [Théoneste Bagosora](#). Selon cette thèse, les « *médias du génocide* » tenus par les Hutus extrémistes furent un élément essentiel de la préparation et la mise en œuvre du génocide. Les rapports de la commission d'enquête parlementaire belge et de la mission parlementaire française, aux pouvoirs moins étendus, retiennent cette thèse, de même que ceux de l'ONU et de l'[OUA](#). Le [Hutu Power](#) accusa la [radio Muhabura](#) du FPR d'avoir tenu le même discours de haine, « *même si celui-ci n'a jamais eu la même consonance ethnique que le langage tenu par Radio des Mille Collines* », selon le rapport du [Sénat belge](#).

Le sociologue français André Guichaoua, expert auprès du [TPIR](#) depuis 1996, aurait pour sa part conclu de ses investigations que le génocide n'existait qu'à l'état de projet et n'était pas planifié. Il aurait été organisé, notamment à l'échelon local, mais pas avant l'attentat du 6 avril 1994. Il affirme : « *Ceux qui ont mis en œuvre le génocide ne l'ont pas fait parce qu'il y a eu un attentat. Les dirigeants du FPR ont pris le risque du génocide, sans doute en connaissance de cause. Les extrémistes hutus ont eu besoin d'une semaine pour concrétiser leur projet génocidaire et en mettre en place les structures* ».

Des organisations de défense des droits de l'Homme notoires estiment que les théories qui contestent la préparation du génocide relèvent de la négation de nombreux faits constatés et de nombreux témoignages<sup>25</sup>. Par exemple l'organisation *Avocats sans frontières Belgique* tient la préparation pour établie, en particulier sur la base des documents produits à l'audition d'Alphonse Higaniro devant la cour d'assises de [Bruxelles](#) et du témoignage de François-Xavier Nzanzuwa, procureur de [Kigali](#) jusqu'en 1995. Ces documents et témoignages commentés au cours du procès avec leurs auteurs parlent de « *plan d'extermination* », du rôle de la Radio des Mille Collines et des postes de radio distribués dans la population avant l'attentat, de la consigne de ne pas oublier le poste de radio quand on va sur les barrières, etc.

Le rapport publié en juillet 2000 par l'[Organisation de l'unité africaine](#) remarque qu'il est difficile de dater la mise en route d'une préparation du génocide.

Différents auteurs et groupes continuent cependant de mettre en doute toute préparation du génocide. Ainsi Serge Desouter, prêtre catholique cité comme témoin-expert par la défense auprès du [TPIR](#), considère quant à lui en 2006 que la question de la planification n'est pas tranchée et affirme que tous les arguments fournis jusqu'ici pour démontrer la planification sont mensongers ou erronés.

L'historien [Bernard Lugan](#), lui aussi cité par la défense de plusieurs présumés génocidaires devant le [Tribunal pénal international pour le Rwanda](#) (TPIR) comme témoin-expert, parle en 1997, dans son *Histoire du Rwanda*, d'une opération « *préparée, planifiée et organisée de longue date* ». En 2014, il affirme que le génocide était prévisible, mais qu'il n'a en aucun cas été programmé.

La justice française a reconnu l'application d'un « *plan concerté tendant à la destruction* » du groupe ethnique tutsi à travers différents jugements condamnant des génocidaires réfugiés en France dont les plus récents sont les jugements en appel des bourgmestres Ngenzi et Barahira.

Pour le général Jean Varret, le rapport Duclert sur le Rwanda permet de « *sortir de vingt-six ans de débats stériles* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour le général Jean Varret, le rapport Duclert sur le Rwanda permet de « *sortir de vingt-six ans de débats stériles* », 29/03/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/29/le-general-jean-varret-le-rapport-duclert-sur-le-rwanda-permet-de-sortir-de-vingt-six-ans-de-debats-steriles\\_6074803\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/29/le-general-jean-varret-le-rapport-duclert-sur-le-rwanda-permet-de-sortir-de-vingt-six-ans-de-debats-steriles_6074803_3210.html)

## 1.6 Aveuglement de la France et de l'ONU (?)

Quoi qu'il en soit, comment François Mitterrand et le général Christian Quesnot, chef d'État-major particulier de François Mitterrand, qui était son conseiller personnel sur le Rwanda, ont pu continuer à soutenir le gouvernement "légal" hutu (extrémiste), et la veuve Agathe Kanziga, malgré le génocide qui avait cours ?

Puis pourquoi une petite mission des casques bleus a été retirée et remplacée par l'Opération Turquoise française, composée de 2550 militaires de l'armée française et 500 autres venus de sept pays d'Afrique (Sénégal, Guinée-Bissau, Tchad, Mauritanie, Égypte, Niger et Congo), insuffisante pour couvrir tout le pays et totalement inutile, puisque le génocide avait déjà eu lieu dans la région où elle s'est déployée [1].

Il apparaît aussi que plusieurs États, en général à travers l'ONU, dont la France, particulièrement impliquée au Rwanda, ne semblent pas avoir su ou voulu adapter leurs actions en distinguant bien les massacres génocidaires de la guerre civile. Israël est même accusée d'avoir continué de vendre des armes (fusils, balles et grenades) au gouvernement hutu durant le génocide.

Y a-t-il un aveuglement général, incapable de faire le distinguo entre une guerre civile et des massacres génocidaires ?

## 2 Les erreurs ou fautes de la France et de Mitterrand

Quelles ont été les erreurs ou fautes de la France ?

Au goût du secret de Mitterrand qui voulait ne rendre des comptes à personne concernant sa politique étrangère ?

A des amitiés, de Mitterrand, mal placées d'abord pour Juvénal Habyarimana puis pour sa veuve, Agathe Kanziga ? (Il est arrivé que Mitterrand a accordé son amitié à des personnages controversés, comme Maurice Papon etc.)

Sa politique étrangère aurait-elle pu être plus sérieusement contrôlée, par le Parlement français ?

Il y a eu des rapports parlant d'une préparation d'un génocide, six mois avant celui-ci, et pourtant ils n'ont pas été pris au sérieux (en France, en Belgique ...).

Comment ce génocide aurait-il pu être empêché ? (Ou bien cette inaction ou cet aveuglement ?).

(°) Un extrait, [http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w\\_fiche\\_film/56159](http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/56159)

(°°) En mai 1994, Jean-Christophe Klotz est l'un des rares journalistes français présents au Rwanda.

Bibliographie :

[1] [https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration\\_Turquoise](https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration_Turquoise)

[2] Génocide des Tutsi au Rwanda, [https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide\\_des\\_Tutsi\\_au\\_Rwanda](https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide_des_Tutsi_au_Rwanda)

### 3 Aurait-on pu empêcher la shoah ?

L'antisémitisme été très présent en Europe (antisémitisme chrétien, très ancien, antisémitisme justifié par des théories raciales élaborées au 19° siècles (théories de Arthur de Gobineau, dans son "*Essai sur l'inégalité des races humaines*" et de Houston Stewart Chamberlain, dans son livre "*La Genèse du XIXe siècle*", les théories du "darwinisme social" de Herbert Spencer ...).

Hitler, a utilisé ce fond antisémite, pour désigner comme bouc émissaire, les juifs, désignés à la vindicte des Allemands comme à l'origine de tous les maux de ces derniers.

Des faux comme le "Protocoles des Sages de Sion" ont servi à "légitimer" cet antisémitisme.

Ce levier politique a été très puissant.

Cet antisémitisme \_ en fait, une puissante théorie du complot \_, a pris le caractère d'une forme d'hystérie collective, conduisant au plus grand génocide d'un peuple de toute l'humanité et à des souffrances indicibles pour tout un peuple.

Comment on est arrivé là et comment personne n'a pu empêcher la folie et le phénomène d'emballement criminel du nazisme et de son antisémitisme ?

Une femme politique catholique, monarchiste, et essayiste autrichienne, Irene Harand (1900-1975) (avec deux compagnons de route, Moriz Zalman et Herta Brower), a tenté de combattre mondialement l'antisémitisme et de se battre en faveur des droits de l'homme, via son hebdomadaire, *Gerechtigkeit* (« Justice »), tiré à 28.000 exemplaires, et son "*mouvement mondial contre la haine raciale et la misère humaine*" (appelé le "*Harand Movement*").

Elle avait aussi publié également dès 1933 un pamphlet intitulé "*So oder So - Die Wahrheit über den Antisemitismus*", qui a été traduit en plusieurs langues sous le titre "La Vérité sur l'antisémitisme" à partir de 1937.

Elle a publié son livre "*Sein Kampf. Antwort an Hitler*" [Son combat. Réponse à Hitler] en 1935, à ses frais, livre dans laquelle elle a réfuté divers stéréotypes antisémites et, dans un chapitre séparé, discuté de la falsification des protocoles des anciens de Sion. Le livre avait été publié ensuite en français en 1936 puis en anglais en 1937 [1][2]. Seul essai, peut-être, essayant de réfuter rationnellement les arguments d'Hitler.

Estimant que les conditions économiques précaires constituaient un terreau fertile pour l'idéologie des nationaux-socialistes, elle a pris des commandites d'entreprises et organisé des cadeaux de Noël pour les enfants des pauvres et l'envoi de colis alimentaires aux nécessiteux. Elle a promis aux hôteliers, en particulier dans les régions rurales, des publicités gratuites dans le journal *Gerechtigkeit*, à condition qu'ils s'abonnent au magazine et s'engagent à accepter chaque client quelle que soit son origine ou sa religion. En guise de protestation contre l'exposition de Munich « *Le Juif éternel* », le «*Mouvement Harand*» a émis des cachets avec des portraits de personnalités juives célèbres.

Elle et ses compagnon était sur la liste des personnes les plus recherchées par les nazis. Lorsque l'Allemagne nazie envahit l'Autriche en 1938, lors de l'Anschluss, Harand était à Londres pour donner des conférences; cela lui a sauvé la vie car les nazis avaient fixé un prix pour sa capture de 100 000 Reichsmarks. Ses livres ont été brûlés publiquement à Salzbourg par les nazis.

Avant, elle s'était retrouvée, en France, lors de discussions avec des politiciens de haut rang, pour essayer de garantir l'indépendance de l'Autriche [pour éviter l'Anschluss].

Mais ses compagnons de route n'eurent pas cette chance. Ils furent capturés, mis en camp de concentration et assassinés.

#### Bibliographie :

[1] a) *Sein Kampf. Antwort an Hitler*. 351 Seiten. Wien 1935, <http://ldn-knigi.lib.ru/JUDAICA/HaSK1-4.htm>

b) *His Struggle. An Answer to Hitler*, Irene Harand, Chicago, 1937.

[2] *Sein Kampf* ("His Fight"). *Answer to Hitler and his Mein Kampf*, Irene Harand, transl. William B. Korach, Laguna Hills, CA, 1983.

[3] a) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Irene\\_Harand](https://fr.wikipedia.org/wiki/Irene_Harand), b) [https://en.wikipedia.org/wiki/Irene\\_Harand](https://en.wikipedia.org/wiki/Irene_Harand), c) [https://de.wikipedia.org/wiki/Irene\\_Harand](https://de.wikipedia.org/wiki/Irene_Harand)

[4] *Gegen Rassenhass und Menschennot: Irene Harand - Leben und Werk einer ungewöhnlichen Widerstandskämpferin* (Deutsch), von Christian Klösch (Autor), Kurt Scharr (Autor), Erika Weinzierl (Autor), StudienVerlag; 1. Edition, 5. November 2004, 324 Seiten.

[5] *Irene Harand, résistante*, Documentaire réalisé par :Andreas Gruber, Durée : 55 mn, 2018, <https://www.programme-television.org/replay/irene-harand-resistante/2021-04-04-981623437>

## 4 Le problème du caractère secret de la préparation du déroulement des génocides

Ce qui a été le cas du génocide des Arméniens en 1915, planifié et réalisé dans le plus grand secret, en profitant que la première guerre mondiale.

Ce qui a été le cas de la Shoah, organisé secrètement à la conférence de Wannsee, le 20 janvier 1942, et organisé dans le plus grand secret par la SS, Himmler et Hitler.

Hitler, jusqu'à 1936, avait soigneusement caché le réarmement de l'Allemagne.

Et on peut supposer que même si ce génocide n'avait pas été planifié sciemment, le génocide des Tutsis a été réalisé, très rapidement, en essayant d'avoir le moins possible de témoins gênants (beaucoup d'entre eux ayant été tués).



Un charnier de DAESH (fosse), dans les environs de Sinjar, le 3 février 2015.

## 5 Suggestions – que faire ?

Toutes les associations de défense des droits humains et les journalistes doivent alerter le grand public, leur gouvernement, l'ONU (son comité des droits de l'homme), dès qu'il y a des discours d'appel à la haine et à l'extermination d'autres communautés ou quand il y a soupçon d'un génocide caché.

Y compris si ces appels font références à des versets belliqueux (dans le Coran, la Bible ...).

Par exemple, le contenu de la revue de DAESH, *Dabiq*, contient des appels à la haine des non-musulmans, des chiites etc. ils doivent être dénoncés et réfutés, quand ils sont mensongers, manipulateurs, grâce à l'aide d'historiens scientifiques, ayant une très vaste culture.

Par exemple, le Kassaman ou Qasaman (en arabe « *nous jurons* »), l'hymne national de l'Algérie, appelle à la haine et à la punition de la France. Il faut que ses paroles belliqueuses soient dénoncées<sup>2</sup>.

La stigmatisation, le dénigrement et la culpabilisation de la France sont le « fond de commerce » du gouvernement FLN, à la tête de l'Algérie, depuis quasiment l'indépendance, en 1962, ils doivent être dénoncés, si, du moins, le gouvernement algérien refuse toujours d'ouvrir ses archives concernant la guerre l'Algérie<sup>3</sup>.

Mais ces dénonciations publiques nécessitent d'être courageux et dans le « politiquement incorrect ».

## 6 Annexe : Un témoignage sur le génocide rwandais

Partagé par Dagrör :

CLAUDE

Si voulez savoir ce qui s'est passé dans milliers de maisons rwandaises à partir de ce maudit 6 avril 1994, voici le témoignage de mon ami Claude. Attention, texte gore, âmes sensibles s'abstenir.

Vers midi notre voisin Pasteur Havugimana est entré dans notre maison accompagné par deux miliciens et s'est approché de ma mère. J'étais assis dans un angle avec mes petits-frères Jean-Marie de 3 ans et Denis de 2 ans. Il a levé la machette et ma mère a crié: "Pas la machette! Je t'en prie, pas la machette!" Pasteur s'est essuyé la sueur du front avec la manche de sa veste. "Écoute Rose, ne me fais pas d'histoires s'il te plaît. J'ai travaillé toute la matinée et je n'ai pas encore eu mon déjeuner. Dans l'après-midi je dois continuer le travail. Je suis très fatigué, donc finissons-en au plus vite." Ma mère s'est levée à genoux, a joint ses mains et a commencé à prier. "Notre Père qui es aux cieux..." Le tranchant de la machette lui a fendu le crâne en deux. Elle s'est effondrée dans son sang et la mare est arrivée jusqu'à mes pieds. Pasteur lui a asséné un coup de pied, puis est venu vers nous. Mes petits frères se sont blottis contre moi. Il a frappé au visage Jean-Marie qui est tombé par terre en criant, la main sur sa joue ensanglantée. Pasteur lui a coupé la tête, puis a enfoncé la machette dans la gorge de Denis. Il m'a frappé plusieurs fois sur les jambes et a dit: "Comme ça tu ne pourras pas t'en aller, je m'occuperai de toi plus tard." Il a quitté la maison avec les miliciens.

J'ai attendu longtemps, puis j'ai rampé hors de la maison et j'ai perdu connaissance. Je me suis réveillé dans la maison d'autres voisins qui m'ont soigné et caché.

Aujourd'hui Claude est cloué à un fauteuil roulant. Il a la nationalité suisse et travaille à la mairie de Sion dans le bureau de comptabilité. De temps en temps il revient au Rwanda pour voir ses proches et ses amis survivants.

En 26 ans j'ai écouté des centaines de témoignages comme le sien. Et je me demande: Combien de Pasteurs y a-t-il parmi les gens que je croise tous les jours? Des paisibles voisins qui n'avaient jamais fait du mal à personne et qui soudainement se transforment en assassins sans état d'âme?

---

<sup>2</sup> "Ô France ! le temps des palabres est révolu  
Nous l'avons clos comme on ferme un livre  
Ô France ! voici venu le jour où il te faut rendre des comptes  
Prépare toi ! voici notre réponse  
Le verdict, Notre révolution le rendra"

Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Kassaman>

<sup>3</sup> 1) *Algérie : la lettre ouverte des historiens algériens contre le verrouillage des archives*, 05 avril 2021, a)

<https://information.tv5monde.com/video/algérie-la-lettre-ouverte-des-historiens-algeriens-contre-le-verrouillage-des-archives>

b) <https://afrique.tv5monde.com/information/algérie-la-lettre-ouverte-des-historiens-algeriens-contre-le-verrouillage-des-archives>

2) *En Algérie, la révolte des historiens face au verrouillage des archives*, Frédéric Bobin, 29 mars 2021,

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/29/en-algerie-la-revolte-des-historiens-face-au-verrouillage-des-archives\\_6074879\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/29/en-algerie-la-revolte-des-historiens-face-au-verrouillage-des-archives_6074879_3212.html)

Encouragés par le débat sur la mémoire ouvert par le rapport Stora, neuf historiens demandent au président Tebboune de mettre fin aux « entraves bureaucratiques ».

3) « *L'ouverture des archives au public contribuera à réconcilier les Algériens avec leur histoire* », Frédéric Bobin, 31 mars 2021,

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/31/l-ouverture-des-archives-au-public-contribuera-a-reconcilier-les-algeriens-avec-leur-histoire\\_6075112\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/31/l-ouverture-des-archives-au-public-contribuera-a-reconcilier-les-algeriens-avec-leur-histoire_6075112_3212.html)

Mohamed El Korsou, l'un des initiateurs de la fronde des historiens algériens contre les « entraves » dans l'accès aux archives, dénonce une pratique « administrative de nature coercitive ».

## Table des matières

1	Aurait-on pu empêcher le génocide rwandais ? .....	1
1.1	Qui a organisé l'attentat contre Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, et Cyprien Ntaryamira, président du Burundi et pourquoi ? .....	1
1.2	Situation politique et militaire à la veille du génocide .....	2
1.3	Le rôle de Radio Mille collines dans le génocide .....	2
1.4	Les lanceurs d'alerte et le fait qu'ils n'ont pas été entendus .....	3
1.5	Y a-t-il une préparation planifiée du génocide ? .....	3
1.6	Aveuglement de la France et de l'ONU (?).....	5
2	Les erreurs ou fautes de la France et de Mitterrand .....	5
3	Aurait-on pu empêcher la shoah ? .....	6
4	Le problème du caractère secret de la préparation du déroulement des génocides .....	7
5	Suggestions – que faire ? .....	7
6	Annexe : Un témoignage sur le génocide rwandais .....	8